

Quelques obstacles aux transitions...

Alors que nous observons de nombreux mouvements de transition, sociétaux, entrepreneuriaux, politiques... alors que le "Grand débat" n'en finit pas de finir ... et que la société exprime, de multiples manières, le souhait de changements vers une organisation nouvelle, moins d'inégalités et plus de démocratie, il semble nécessaire de décrire les obstacles, quelques obstacles, qui fondent la forte résilience ou résistance de l'ordre passé.

Esperanza²¹ l'a déjà souligné, en ce qui concerne les enjeux écologiques. Mais ceux-ci sont très interdépendants des autres enjeux ce qui conduit à un tour d'horizon certes aventureux, forcément non exhaustif, mais assurément nécessaire.

Sans expressions, échanges et confrontations aucune avancée culturelle n'est possible.

Ainsi, **analyser le réseau des enjeux, et les liens qui les unissent**, vers une transition culturelle, démocratique, sociale et écologique... constitue une première difficulté, tant individuelle que collective. De plus, ceux-ci se conjuguent avec des intérêts économiques et politiques par nature conservatrice. Ils ne seront pas développés ici, en particulier dans leurs aspects politiques.

En effet, les plus riches (*comment les désigner ?*) défendent très opiniâtrement, voire féroce, leurs intérêts particuliers avec **des moyens financiers, politiques et médiatiques considérables**.

Aussi, agir en même temps sur chacun des enjeux nécessite **une vision d'ensemble** et implique de **mobiliser un maximum de citoyens**. Or, ceux-ci ont des perceptions et des analyses, voire des intérêts le plus souvent dissemblables, voire divergents...

Percevoir ces enjeux dans leurs dynamiques à différentes échelles de territoires, d'espace et de temporalité, constitue une difficulté supplémentaire.

Il est nécessaire et urgent de **sortir d'une pensée du "tout ou rien"**, d'un dualisme primaire, afin de pouvoir envisager des scénarios, des chemins, des stratégies alternatives...

Et puis, au-delà de l'effort intellectuel, vient le temps des actions... et **la peur de l'inconnu**, même désirable, fonde souvent un renoncement prudent, conscient ou bien caché :
« *Changeons tout... pour ne rien changer !* »

Changer, si ce n'est par obligation suite à une crise importante ou un événement qui perturbe profondément l'organisation en place, nécessite une évolution culturelle : **voir ou vivre le monde différemment**. Beaucoup penseront, ou diront, "une révolution". Le philosophe Bachelard parle de "*rupture épistémologique*". Ainsi il en fut de la place de la Terre, centrale, puis gravitant autour d'un soleil unique, puis replacée dans un univers dont les limites sont repoussées régulièrement... Ce qui n'empêche pas le soleil de se lever chaque matin !

Ainsi, **nous devons reconsidérer notre place**, hier distinguée du reste de la nature, aujourd'hui pensée au sein du vivant, et de plus en plus considérée dans le réseau de coopérations vitales : « *une entité dans un océan de micro-organismes* » dit MA. Selosse...
[<http://esperanza21.org/editoriaux> : *Un océan de microbes et d'interactions...*]

La conscience nouvelle d'un monde fini, **la perception des limites aux ressources** que nous utilisons pour vivre, mobilisent nombre de mouvements et de revendications qui tentent de se rapprocher les uns des autres.

Au delà du motif d'espoir, il nous faut intégrer que, "*LA solution*" pour l'une des crises auxquelles nous sommes confrontés pourrait devenir la cause d'un ou plusieurs autres problèmes coexistants.

C'est donc à **une série de transitions intimement entrecroisées** que nous sommes appelés à réfléchir, à analyser, puis décider et mettre en œuvre, avec la perspective d'évaluations permanentes des résultats, autant ceux qui sont attendus que ceux, positifs ou négatifs, qui s'imposeront inéluctablement.

Désormais, ne cherchons plus la meilleure solution pour remédier à l'une des crises, mais plutôt **la moins mauvaise des solutions pour l'ensemble de ces crises**. Analyser séparément, décider globalement.

Pour autant, nous allons décliner quelques uns des domaines en crise pour tenter de mettre à jour les obstacles que devra surmonter toute démarche de transition.

Transition culturelle :

Le plus souvent, **nos perceptions du monde sont structurées par une culture dominante**. Qualifiée par certains de "*bourgeoise*" ou "*oligarchique*", elle impose, consciemment pour quelques uns, inconsciemment pour beaucoup, ses intérêts et conceptions tant par les médias que par l'école. Ainsi, sont-elles devenues des obstacles.

C'est pourquoi il nous faut **réinterroger l'histoire, les idées, les concepts, le vocabulaire** afin de mieux comprendre et revendiquer leur place dans un réseau cohérent. Sans cesse, nous devons interroger les évidences ! Rien ne va de soi !

Il est difficile d'**écrire un nouveau récit du point de vue de l'intérêt commun**, de l'intérêt général, de la majorité des citoyens... (*voir la note en fin de texte*).

Il est difficile de **rompre avec l'idée de sociétés hyper hiérarchisées**, voire sans foi ni loi... Au point qu'aujourd'hui encore, un très petit nombre accapare la quasi totalité des richesses sans susciter, de fait, la révolte des spoliés.

Il est difficile de penser que ces richesses ne sont pas seulement **le fruit de notre travail, mais également celui de l'ensemble du vivant** : la production de biomasse sans cesse renouvelée... (sauf quand *Homo sapiens* s'interpose dans les cycles naturels!).

Il est impératif d'intégrer à **l'évaluation de nos productions**, ce que nous prélevons de l'activité biophysique et biochimique permanente au sein d'écosystèmes en équilibre. Même raisonnables ou responsables, ces prélèvements ne sont pas gratuits. Il ont une valeur, nommée aujourd'hui "**valeur des services écosystémique**". En réalité, une coopération exemplaire, élaborée par le vivant. L'espèce humaine doit savoir tenir sa place, juste sa place dans cet équilibre complexe et fragile qu'elle a tant mis à mal par ignorance et cupidité.

Oui, notre **culture du monde est anthropocentrée** : l'Homme serait le centre de tout ! De plus, notre **vision du monde est égocentrée**, vue de notre seul point de vue. Autant dire au regard de ce qui est supposé être notre intérêt. "*L'intérêt général*" se réduisant de plus en plus à l'intérêt d'une poignée d'entre nous.

Tous ces obstacles nous sont néfastes car nous sommes des êtres sociaux et notre identité collective est aussi importante que notre identité individuelle.

Car nous sommes **intimement liés aux enjeux du vivant**. Le nier c'est couper le lien vital qui assure notre pérennité... Nous n'avons pas le choix !

Transition démocratique et sociale :

Les plus riches, si peu nombreux mais dominants, **imposent leur organisation** via un État qui leur est inféodé. Ils disposent des pouvoirs politique, de l'armée, de la police, de la justice... Alors, que cette classe ne cesse de rogner les droits sociaux conquis de hautes luttes citoyennes, **que reste-t-il des régulations sociales** dans une organisation si peu démocratique ? Même le socle de la démocratie est maintenant contesté...

La représentation électorale n'assure plus la confiance nécessaire à une vie sociale apaisée... Les citoyens revendiquent la possibilité de **participer effectivement aux processus de choix et de décision**. A juste titre, ils réclament des procédures transparentes ainsi qu'un réel pouvoir de contrôle.

En ce domaine, **l'information et l'éducation constituent deux piliers de la démocratie**.

Or, les inégalités se creusent constituant **des écarts de richesse exorbitants**, de plus en plus inacceptables... Il en est de même dans beaucoup de pays, dénaturant toute organisation démocratique, c'est à dire fondée sur le dialogue et la transparence, l'information sincère et l'argumentation, la négociation et la décision collectives.

Dans un monde globalisé, il est devenu indispensable de **s'interroger sur les frontières territoriales**. Qu'elles soient nationales ou bien régionales, elles conduisent à des grilles d'analyse souvent contestables, masquant des écarts considérables entre les diverses catégories sociales et gommant des disparités pourtant préjudiciables. On pourrait l'appeler l'effet "moyenne" ! Or, des "frontières de classe", des "plafonds de verre", conditionnent de plus en plus les accès aux droits humains, y compris fondamentaux.

Dans une société où la lutte pour le pouvoir use de moyens de persuasion ou d'imposition totalement disproportionnés, **il est difficile de s'organiser collectivement**. Cela demande du temps et l'acceptation de modalités qui exigent le renoncement à une part de ses intérêts personnels.

Or, **des intérêts catégoriels l'emportent trop souvent** sur l'intérêt général.

Transition écologique :

Soulignons encore une fois les dimensions écologiques de notre existence et de nos activités, même si elles étaient présentes dans tous les arguments précédents...

Nous ne le dirons jamais trop : « **Nous devons repenser notre place dans le vivant** ». Pas facile de changer alors que la domination de la nature a été l'objectif de tant d'années et de tant de sociétés ?

Or, **les sciences écologiques demeurent très mal connues**. Elles ont tant de peine à prendre leur vraie place au sein des objectifs de l'Éducation nationale !

L'écologie évoque en même temps un parti politique, une idéologie, une catégorie sociale, une manière de vivre, des revendications pour certains, des contraintes pour beaucoup... Pourtant, l'écologie, science du vivant et de son tissu très dense d'interactions, est rigoureusement définie. Elle même est en lien étroit avec un ensemble de sciences qui lui sont rattachées, car nécessaires à la compréhension des multiples relations qui fondent le vivant. De même, les sciences anthropologiques constituent un autre ensemble intimement lié avec lui, tant *Homo sapiens* tient une grande place dans tout ce qui concerne la biosphère et la planète Terre.

Penser des relations, des systèmes en équilibre dynamique n'est pas aisé. C'est pourtant ainsi que vit la vie...

La pensée systémique est trop peu partagée à l'école, avant l'Université.

Elle s'impose maintenant pour tout projet. Considérer un état, des hypothèses d'actions, des effets multiples et rétroactifs, des procédures d'évaluation, des inflexions ou des renoncements... Edgar Morin a parlé de "*pensée complexe*".

Penser la complexité... C'est déjà tenter de la décrire, d'en **distinguer les éléments caractéristiques**, les nommer et désigner leurs relations.

Ainsi, des mots comme "*la nature*", "*l'environnement*", "*le développement*", "*le peuple*", "*la France*"... porteurs d'idées aussi vastes qu'imprécises, ne peuvent donner prise à l'analyse, aux diagnostics et ouvrir sur des voies d'organisation et de transition...

S'ouvrir aux "**moins mauvaises solutions**", des solutions toujours locales, relatives et temporelles, étant données la connaissance, ici et maintenant, des composantes du système et de leurs inévitables tensions.

Nous sommes loin de la fixité suggérée par la formule trompeuse et rassurante de "*développement durable*" ! Pour le vivant, durabilité implique évolution... Cependant, appuyons nous sur l'avancée que représente la définition des 17 ODD, de septembre 2015 !

Nous sommes vivants ! Nous vivons en société. Nous nous sommes coconstruits avec les Autres. Nous sommes en étroites inter-relations avec l'ensemble du vivant...

Notre connaissance du monde, encore bien imparfaite, oblige à repenser notre idée du monde. Elle oblige à **repenser nos organisations sociétales, politique, économique et démocratique**.

Cette nouvelle perspective est porteuse d'espoirs. De fait, les évolutions historiques et technologiques nous entraînent déjà dans de nombreuses transitions. De multiples signaux sont incontestables. L'informatique et le numérique conduisent à des ruptures tant en organisation qu'en communication.

D'où l'**urgence à discuter collectivement de la transition que nous souhaitons**. Et de ce que nous ne voulons pas !

Quel monde souhaitons-nous vivre ? Et léguer à nos enfants, aux générations futures?

Nous sommes en mesure de penser, de décrire et probablement de négocier démocratiquement les meilleures conditions de changements inéluctables.

Mais, avons-nous la capacité d'**organiser une transition multidimensionnelle**, démocratique, sociale et écologique... au bénéfice du plus grand nombre ?

Et la santé dans tout cela ? Clé de voûte et point d'orgue de toutes les transitions...

Parlons bien de santé et non de soins ! Le plus souvent chimiques ils répondent mal aux empoisonnements chimiques devenus quotidiens...

Notre vie est intimement liée à nos environnements et à leur qualité : celle de l'air, de l'eau, de notre alimentation et de nos environnements socio-culturels. Nous pourrions dire psycho-socio-culturels.

Ainsi, toute l'organisation sociétale, de la production à la consommation, des conditions de travail, de vie, de loisirs... devrait-elle être mobilisée aux fins de Santé.

Le modèle actuel, le capitalisme néolibéral, orienté vers la compétition, la consommation, l'individualisme, le profit... doit solliciter toute notre attention et notre pensée critique... En particulier, outre la quantité, la qualité de notre alimentation est de plus en plus reconnue comme un facteur essentiel et déterminant de santé....

[<http://esperanza21.org/editoriaux> : [Biodiversités : des enjeux vitaux pour la santé !](#)]

Chacun-e porte attention à sa santé, à celle de ses proches, alors que bien peu de "politiques de santé" ambitionnent vraiment de développer, voire seulement de protéger la santé publique... Non, elle se consacre uniquement à soigner les maladies, plutôt que de les prévenir !

Paradoxe ou expression d'une société malade ? En ce cas, quels sont les facteurs, les acteurs responsables ?

Et quelles seraient les voies conduisant à **une santé partagée et contagieuse** ?

Certes, les obstacles sont nombreux, mais les identifier et les décrire constitue déjà une étape décisive car **tout problème bien posé est en bonne voie de résolution.**

La distinction avec les notions voisines d'intérêt commun, d'intérêt public ou encore d'intérêt collectif, n'est pas évidente :

- *L'intérêt commun désigne une finalité définie comme la résultante de l'ensemble des intérêts exprimés par les membres d'une communauté. Ce qui pose bien entendu la question de la légitimité de cette expression, en raison des difficultés à mettre en place des règles de prise de décision et un périmètre des membres de la communauté (exhaustivité, représentativité, sincérité...).*
- *L'expression « intérêt général » semble être apparue au milieu du XVI^e siècle sous la plume des juristes et hommes d'État. Deux conceptions de l'intérêt général co-existent. La première conception, anglo-saxonne, définit l'intérêt général comme résultant de la somme des intérêts individuels. La deuxième conception, française, considère l'intérêt général comme une finalité d'ordre supérieur aux intérêts individuels, dont on sous-entend qu'elle dépasse l'intérêt commun dans la mesure où elle prétend être « quelque chose de plus ambitieux que la somme des intérêts individuels », soit une finalité à laquelle l'individu est censé se soumettre. Ainsi, l'intérêt national correspond-il à l'intérêt de la Nation selon la formule d'Ernest Renan : « Avoir fait de grandes choses ensemble et vouloir en faire encore ».*
- *L'intérêt public concerne la mise en œuvre de l'intérêt général à travers le cadre juridique du droit public d'un pays ou d'une République. Il apparaît notamment dans les débats de la Révolution française, au cours de laquelle il tend à remplacer la notion plus ancienne d'utilité publique. Il est, par définition, défendu par les différentes branches de l'autorité de l'État (Santé publique, Instruction publique, Sécurité publique, Monuments publics, Environnement,...) représentées en justice pénale par le ministère public. La fonction de ce dernier est d'intervenir dans des actions existantes, ou d'engager des actions nouvelles au nom de l'intérêt public, dans des causes pour lesquelles il n'y a pas d'intérêt particulier à agir.*

Cette notion est au cœur des débats politiques, économiques. Elle est abondamment citée pour justifier l'existence de services publics, des actions publiques, des lois et règlements d'ordre public, ainsi que des réglementations touchant aux droits fondamentaux (par exemple dans le cadre du Droit de propriété pour fixer les régimes des expropriations et des nationalisations). Elle met en jeu la finalité même de l'ensemble des collectivités publiques (depuis le niveau des collectivités locales jusqu'aux échelons les plus élevés de l'État).